



**Edito :** C'est honteux et inquiétant. Qu'un recteur décide de faire du zèle en demandant à ses équipes de prévenir dans les établissements scolaires l'islamisme radical ; que celles-ci produisent un document saturé de clichés, invitant à la généralisation, l'événement à de quoi révolter !

Le rectorat doit rappeler ce document et les enseignants doivent s'opposer à sa diffusion et son utilisation. On ne travaille pas à construire la laïcité en ciblant une religion plutôt qu'une autre ; on ne contribue pas à la compréhension des comportements en maniant les clichés et les généralisations... Comment ne pas penser en voyant ce diaporama qui décrit les signes physiques supposés attachés à l'islamisme radical, aux expositions de 1941 réduisant une confession à un certain nombre de signes extérieurs ? Va-t-on enfin rouvrir les yeux : ne sommes-nous pas en train de dériver, sous couvert de prévention du terrorisme, du djihadisme, vers la stigmatisation de toute une communauté avec tout ce que cela entraîne de dangers pour la cohésion même de notre société ? Entrant à l'école, cette manière de penser montre combien l'islamophobie pénètre le corps social. Un faux pas ? Une maladresse ? Difficile à croire quand on voit que l'on confie aujourd'hui de telles missions à d'anciens policiers désormais investis, de cette manière, d'une part de la formation de nos chefs d'établissements. On ne peut accepter que les fonctionnaires de l'éducation nationale soit transformés en auxiliaires de police, en agents des renseignements généraux.

*Jacques Arfeuillère*

## IL N'Y A PAS QUE LA GRENADE...

**J**'ai hésité à ajouter des mots à tous ces mots qui déferlent et qui déferleront pour noyer notre malaise : un jeune homme de 21 ans est privé à jamais du combat qu'il menait, privé à jamais de révolte et d'espoir. Rémy Fraisse est tombé, il y a un mois, dans un affrontement qui n'aurait jamais dû avoir lieu ; et nous restons, éccœurés certainement, un peu découragés, sur le bord de sa tombe à ne savoir que dire.

N'est-il pas temps pourtant de parler tant le silence a crié autour de cette mort : le silence prudent de ceux qui ne voulaient pas se trouver du côté des casseurs, le silence de ces médias qui attendent toujours de qui se faire l'écho ; le silence aveugle de tous ces gouvernants qui ne distinguent pas comment meurt aujourd'hui la dernière silhouette du dernier fantôme de la démocratie qu'on n'ose plus rêver ?

Les faits sont là, il faut les dire. Le combat de Rémy est un combat tout simple, celui que l'homme conduit depuis son origine, qui cherche à préserver l'écosystème qui le maintient en vie. Et ce combat tout simple, il est sans doute celui que le pouvoir ressent comme le plus subversif : il rappelle la solidarité nécessaire à la préservation de l'eau que l'on partage, de l'air que l'on respire ensemble, de l'énergie qui nous protège et nous transporte, de la nourriture qui ne doit pas nous tuer. Il rappelle la nécessaire construction d'une démocratie qui garantisse à chacun selon ses besoins, qui mette au sommet de son élaboration l'intérêt général.

La subversion est là, subversion d'un monde fondé sur la concurrence des intérêts particuliers, sur l'équilibre artificiel construit par les marchés : le combat écologique, un éditorialiste du Figaro le déclarait au moment de l'événement, est dangereux pour le capitalisme, est dangereux pour

ceux qui ont abdiqué leur reste d'humanité pour réciter le grand credo libéral ! A Notre Dame des Landes, au Testet, le pouvoir montre sa force, déploie des forces impressionnantes d'agressivité stupide. Pourquoi ? Parce qu'il a peur de ce qui y est contesté. Peur de ne plus pouvoir déguiser les intérêts de quelques-uns en intérêt général ; peur de ne plus pouvoir tricher en gonflant ça et là les impacts des politiques publiques en termes économiques, en termes d'emploi gagné ; peur de voir les yeux du peuple se décoller devant l'inutilité de tous ces grands projets, devant, au bout du compte, l'inutilité de toute son action politique.

Au Testet, c'est le pouvoir local qui était à la manœuvre et ça ne change rien à l'affaire. La population n'y a pas été entendue ; on a bâti les remparts habituels autour des opposants ; on a forcé les décisions ; on a encore une fois affaibli l'espoir d'une démocratie qui fonctionne. La violence était là, dans toutes ces trahisons, dans tous ces faux-semblants. La violence terrible qui dépossède de la liberté de croire encore en la victoire possible d'un combat légitime. Et sur le terrain, cette fois, elle aura pris la forme d'une grenade. Et elle aura scellé définitivement le destin d'un jeune homme.

*Jacques Arfeuillère*





# PODEMOS : ESPAGNE, LA GAUCHE REVIENT

*Les européennes ont marqué un gros succès électoral pour le tout jeune parti Podemos. De quoi son avenir est-il fait ?*

## **I**ndignés levez-vous !

C'est en pleine campagne électorale pour les élections locales de 2011 que naît le mouvement des Indignés. Des centaines de milliers d'espagnols se réunissent sur les places pour clamer leur indignation face à un gouvernement socialiste incapable de résoudre la très grave crise économique et sociale qui secoue le pays. Ils savent aussi que la droite appliquera à la lettre les ordres de la troïka européenne. Ces Indignés sont les victimes directes des coupes budgétaires dans les collectivités (presque toutes) qu'elle préside. L'ampleur de la défaite du PSOE est telle que des élections générales anticipées sont organisées fin 2011. La droite est largement vainqueur.

### **De l'indignation à la construction**

Publié en janvier 2014, le manifeste « Prendre les choses en main », signé par une trentaine de personnalités de gauche constitue le point de départ d'une idée simple : profiter de la caisse de résonance idéale que constituent les élections européennes de 2014 et ainsi, « convertir l'indignation en changement politique ». Dès le mois de mars, le mouvement devient un parti dirigé par Pablo Iglesias. La campagne s'appuie sur un quotidien, *Publico*, et sur des émissions de télévision, notamment celle de l'humoriste Facu Díaz, commentateur sarcastique de l'actualité du moment.

Le résultat est à la hauteur des attentes puisqu'avec près de 8% des voix Podemos devient la 4<sup>ème</sup> force politique espagnole et remporte 5 sièges. La dynamique a joué, mais le coup aussi était habile. La participation aux élections européennes est généralement faible (46% en 2014) et l'offre électorale très forte sur tout le territoire espagnole. Cela contribue à disperser considérablement le vote d'autant plus que l'on assiste à une destructu-

ration du système électoral fondé sur des partis dominants.

### **2015, année la plus chaude du siècle ?**

L'année électorale 2015 promet d'être chargée : élections locales (tous les niveaux) en mars, puis élections générales en novembre. Les sondages annonçaient depuis plusieurs mois une défaite de la droite aux locales. L'irruption de Podemos et une forte dynamique en sa faveur compliquent considérablement la tâche aux socialistes qui pensaient récupérer ce que la droite perdrait. La droite elle-même est désormais inquiétée dans ses bastions. Le plus emblématique est la Communauté de Valence, jadis de gauche, passée à droite dans les années 90, et dont le dernier président a dû démissionner pour corruption. Podemos fait perdre la majorité à la droite et joue en quelque sorte le jeu des Verts sur l'échiquier politique parisien.

La question des élections générales est plus compliquée dans la mesure où le résultat des élections locales jouera un rôle important en termes de dynamique. Les sondages sont donc à lire avec une grande prudence. L'arrivée en tête de Podemos ne signifie d'ailleurs pas son accession au pouvoir. Rien n'empêche le PSOE et la droite du PP de constituer une majorité gauche-droite déjà en vigueur dans plusieurs pays européens.

Notons enfin qu'une étude serrée des résultats montre que Podemos inscrit sa progression en voix dans le cadre d'une légère remobilisation de la gauche tandis que la droite s'effondre. Podemos aspire une partie des voix d'*Izquierda unida* (Front de Gauche), du PSOE et de l'extrême gauche. L'importance du facteur dynamique est très grand dans la mesure où il « suffit » de regrouper des voix fortement dispersées pour réaliser un bon score.

### **El Mundo / Le Monde, cherchez la différence**

Ce succès a bien sûr fait des inquiets et des jaloux. Son programme a de quoi inquiéter dans la mesure où il s'agit de replacer l'Etat parmi les grands acteurs économiques. Les libéraux « apprécient » d'autant plus qu'il est question de contrôler les activités bancaires, d'instituer un revenu minimum social, de renationaliser certaines grandes entreprises. Le développement durable est au cœur d'un projet qui veut rénover la citoyenneté européenne. La politique de migration menée par la droite européenne est dans le colimateur. Ne parlons pas de cette « horreur démocratique » que constituerait la refondation d'une Espagne selon une sorte de système fédéral après organisation de référendums.

Le leader du parti, choisi après des débats dans des comités locaux puis régionaux, et un vote en ligne, fait l'objet de nombreuses attaques. Son amitié avec des mouvements indépendantistes de gauche lui a valu d'être rapproché de l'ETA. Son passage par l'Amérique du sud et son étude de la révolution bolivarienne lui valent l'accusation de toucher de l'argent de la part du Venezuela. Enfin le programme de Podemos est qualifié d'irréaliste, de populiste... c'est un journaliste de *del Mundo*, quotidien de droite qui le dit... Quand on sait que les détournements de fonds des élus au pouvoir ont atteint 500 millions d'euro en 4 ans, on est convaincu ! Et encore, quand on se rappelle que le grec Tsipras et le français Mélenchon étaient présents au dernier congrès, on peut être inquiet... surtout depuis que *Le Monde* nous explique que Mélenchon est populiste...

En attendant souhaitons une année très chaude dans les cœurs pour Podemos : Espagne, la vraie gauche revient !

**Laurent Chevrel**

## **GRENOBLE : PLUS D'ARBRES, MOINS DE PUB !**

Bravo ! Certains diront que c'est anecdotique : ça ne l'est pas et nous l'avons proposé aux municipales. On ne peut contester la politique de l'offre et encourager cette manipulation qui fait du citoyen un consommateur captif : débarrassons l'espace public de la fabrication des envies, centrons nos politiques sur la satisfaction des besoins, et redonnons de l'espace à l'expression, l'échange, la culture ; ça vaut bien quelques cocktails et autres vins d'honneur...



# ENSEIGNEMENT DE LA PHYSIQUE-CHIMIE : CHRONIQUE D'UN DESASTRE ANNONCÉ

**Promouvoir les sciences en vitrine et les sacrifier dans l'arrière boutique, c'est bien ce qui est en train de se passer dans l'Education Nationale. Récit d'un naufrage.**

Il y a quelques semaines, la Société Française de Physique a publié les résultats d'une enquête réalisée dans toute la France auprès de centaines d'enseignants de physique-chimie (niveau L1 à L3) sur les effets après le bac des nouveaux programmes de lycée (résultats disponibles à l'adresse <https://www.sfpnet.fr/uploads/tinymce/ResultatsenqueteSFPprogrammelycee-1.pdf>). Cette enquête fait suite à celle réalisée par l'Union des Professeurs de Physique et de Chimie ([http://www.udppc.asso.fr/bupdoc/consultation/article-bup.php?ID\\_fiche=21693](http://www.udppc.asso.fr/bupdoc/consultation/article-bup.php?ID_fiche=21693)) auprès des enseignants en lycée de ces nouveaux programmes. Dans un cas comme dans l'autre, le constat est accablant. A la quasi unanimité, les enseignants parlent d'une "génération sacrifiée pour la physique-chimie" (c'est l'expression exacte qui revient sous la plume des enseignants). Evidemment, la physique-chimie n'est pas la seule discipline concernée. Une étude récente sur laquelle le ministère de l'Education Nationale n'a pas communiqué montre que 46% des élèves qui sortent de CM2 sont en grande difficulté pour la lecture et l'orthographe.

Revenons à la physique-chimie. Les enquêtes de la SFP et de l'UDPCC pointent deux types de problèmes. Premièrement la non maîtrise de notions pourtant élémentaires en physique-chimie. Ainsi la vitesse moyenne pose des problèmes à beaucoup d'étudiants de niveau bac+1 à bac+3 en sciences, alors qu'il y a peu les élèves de collège, voire de primaire étaient à l'aise avec cette notion. Le niveau mathématique très nettement insuffisant est le deuxième gros point noir des nouveaux programmes. La physique-chimie n'est pas une science uniquement descriptive, a fortiori lorsque l'on est dans une filière universitaire en sciences : il arrive un moment où l'on doit faire des

calculs. Si l'on ne maîtrise pas les opérations mathématiques de base, il n'est plus possible de faire quoi que ce soit à partir d'un certain niveau. Comme le disait Galilée : "Les mathématiques sont le langage de la nature". Lorsque des notions aussi élémentaires que les nombres négatifs ou les fractions sont des difficultés insurmontables pour des élèves passant le bac S ou des étudiants en sciences, que peut faire l'enseignant de physique-chimie ?

Comment en est-on arrivé là ? La diminution des horaires de cours, faite pour cacher la baisse dramatique du nombre postes d'enseignants, est une des causes principales. Un exemple suffira pour le comprendre. L'horaire hebdomadaire de physique-chimie en première S est passé avec ces nouveaux programmes de 04h30 à 03h00. Ces réductions d'horaires, décidées sous Sarkozy, n'ont pas été remises en cause par Hollande (pas plus que ne l'a été le contenu calamiteux des programmes). On ne peut évidemment pas avoir le même contenu des programmes avec 30% de temps d'enseignement en moins. La différence serait encore plus grande avec des programmes un peu plus anciens pour lesquels l'horaire était voisin de 06h00 hebdomadaires. Avec des horaires réduits, nombre de notions qui demandaient du temps pour être assimilées par les élèves ne peuvent matériellement plus l'être. Contrairement à ce que prétendent certains ouvrages aux titres racoleurs, tout ne peut pas être expliqué en trois minutes.

La réaction des instances dirigeantes de l'Education Nationale ou du ministère de l'Enseignement Supérieur devant cette situation, qui n'est malheureusement pas nouvelle mais atteint maintenant une ampleur catastrophique, a toujours été la même : supprimer des programmes les notions qui demandaient trop de temps pour pouvoir être bien comprises (dans

un autre registre, c'est ainsi que certains veulent "réformer" l'orthographe vues les difficultés des élèves actuels). Ou comment faire croire que l'on n'a pas de température en cassant un thermomètre. A force de coupes claires dans les idées de base, on en arrive à la situation actuelle avec des programmes décrits comme "un mince vernis de science qui part à l'eau" ou "un saupoudrage d'idées superficielles".

Les deux enquêtes doivent aussi nous amener à remettre en question les pédagogies qui sous-tendent les programmes. A force de vouloir bannir toute transmission de connaissances par l'école, il n'est pas étonnant que les élèves finissent par ne plus rien savoir.

Que l'on se comprenne bien. Le propos de l'article n'est pas de jeter la pierre sur les enseignants ou sur les élèves. Ils font ce qu'ils peuvent avec les programmes qui existent. C'est au contraire un miracle que la catastrophe ne soit pas plus grande (signe d'ailleurs que bien des enseignants font sans le dire de la résistance à ces programmes ineptes et dangereux). Cela fait longtemps que les enseignants disent que les baisses d'horaires en sont arrivées à un point tel que le sens même de ce qu'ils enseignent est en péril. A la parution des premières ébauches de ces nouveaux programmes, les professeurs de physique-chimie ont alerté les instances de l'Education Nationale sur le désastre à venir. Comme d'habitude, au mieux ils n'ont pas été écoutés, bien souvent ils ont été traités avec mépris. Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que l'on ne peut pas éternellement tricher avec la réalité et faire comme si les problèmes n'existaient pas. La réalité finit toujours par se rappeler à notre bon souvenir.

**Cédric Mulet-Marquis**

## POURQUOI LE PG A RAISON DE DÉFENDRE L'EX-TRADER KERVIEL ?

*Notre soutien public à l'ex-trader Jérôme Kerviel interpelle, et ne suscite pas l'unanimité. Nos adversaires profitent de cette prise de position soi-disant « paradoxale » pour nous discréditer. Essayons d'expliquer sur quels principes, nous pouvons défendre Kerviel, qui pourtant ne fait pas partie de notre « clientèle habituelle ». Et pourquoi c'est cohérent avec nos valeurs.*

**N**ous croyons en la lutte des classes, ce qui veut dire qu'un Kerviel était un adversaire politique quand il était trader (boursicotier). Et c'est au titre de son rôle public et pas au nom de sa personnalité, car un trader peut être sympa dans le privé, tout comme un anti-capitaliste peut être détestable. Mais nous défendons aussi une certaine idée de la Justice et des valeurs humanistes. Quoiqu'il ait fait, tout homme a des droits, notamment celui d'être défendu par un avocat, d'être jugé équitablement, de même que nous condamnons la torture, la peine de mort et l'horreur carcérale. Ainsi, il est inadmissible de condamner Jérôme Kerviel à une amende de plus de 4,5 milliards d'euros, somme que quasiment aucun homme n'est en mesure de payer. N'est-ce pas une condamnation à mort symbolique ? Depuis quand un salarié doit-il payer de sa poche l'argent fait perdre à son entreprise ?

Il y a des causes plus défendables, comme les ouvriers exploités. Mais Kerviel touchait 50 000 à 70 000 euros par an de salaire. Ce n'est pas un prolo, mais un huissier, qui met les gens à la rue, gagne plus. Et même des prolos sont venus défendre l'ex-trader. [Claudio Calfuquir est venu de Montreuil « apporter le soutien d'un salarié à un autre salarié ». Militant CGT dans le groupe aéronautique Dassault, le jeune homme a été récemment licencié pour « faits de syndicalisme », assure-t-il. Pour lui, il s'agit de faire face à l'injustice : « Ce n'est pas une fonction que nous sommes venus défendre mais des faits que nous dénonçons. Personne ne peut croire qu'un homme seul ait failli détruire une banque telle que la Société Générale ». (1)]

Et même pour un « ennemi politique », nous n'utiliserons jamais des modes d'attaque contraires à nos valeurs. Même, nous les condamnerons. Nous refusons une justice d'exception au nom du « il l'a bien cherché ». Nous condamnons les commen-

taires phalocrates durant l'affaire Strauss-Khan, tels que « *puisque Naffisatou Diallo est une trafiquante, on va quand même pas condamner DSK pour viol* ». Nous condamnons l'assassinat de Clément Méric, quand bien même ce Clément Méric était un étudiant de Science-Po, qui serait peut-être devenu trader, comme Kerviel. Nous nous opposons aussi à un raisonnement binaire qui dirait que Kerviel l'ex-trader sera un salaud jusqu'à la fin de ses jours (alors qu'il est aujourd'hui ruiné), et à l'inverse que Schumacher a le droit de faire le con en Formule 1 sous prétexte qu'il est fils de maçon (alors qu'il est millionnaire). Nous avons donc choisi clairement notre ennemi : le second.

L'expérience de Milgram montre que la majorité des gens peuvent se comporter en bourreaux si une autorité réputée incontestable leur donne des consignes. Ainsi, un Kerviel qui se retrouve en école de commerce (car le système éducatif actuel ne laisserait pas le premier de la classe faire un CAP coiffure) croit peut-être au bien-fondé de la Bourse et se plie au jeu, comme les autres. Les gens qui villipendent Kerviel oublient qu'être un « pur » et un gentil « anti-capitaliste » ne va pas de soi : « *tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes* » qui vous auraient enseigné que réussir sa vie, c'est tout sauf faire des études de commerce. De même qu'être anti-militariste, ce n'est pas d'insulter le premier soldat du rang venu, qui n'a pas forcément eu d'autres choix pour avoir un toit, mais rejeter l'institution en bloc. Ça demande moins de courage de tenir un jugement moralisateur sur un type, plutôt que de s'attaquer politiquement à un système.

### Un bouc émissaire bien pratique

Ce qui nous amène à dire que Kerviel, est un bouc émissaire bien pratique, car s'il a été condamné personnellement, la Société Générale s'en tire indemne et se prend

pour la victime. Or Kerviel, n'a été qu'un « tireur d'élite » au sein de la machine de guerre que constitue cette banque, il n'en est pas le général. Condamner Kerviel de « trader salaud » c'est entériner le fait qu'il puisse y avoir des « bons trader ». Nous, au contraire, pensons que la fonction de trader est nuisible à la société, quelque soit la personne, et qu'il n'y a pas de manière morale de boursicoter. C'est un minimum quand on se veut anti-capitaliste. Dire « Kerviel Salaud », ça évite de dire qu'on vit dans un ordre financier bâti sur différents traités et accord transnationaux (accord de libre-échange, du GATT, de l'OMC, traité de Bretton Woods, et assemblée générale du Fonds Monétaire International (FMI) à Kingston en 1976), et d'épargner les gouvernements qui ont fabriqué tout ça. Rouvrez vos livres d'histoire !

Enfin « défendre quelqu'un » n'est pas « soutenir inconditionnellement ». Dans une affaire judiciaire, les avocats « défendent » l'accusé, même si ce dernier plaide coupable. Parce que le but n'est pas de mentir sur les faits commis, mais de chercher des explications, des circonstances atténuantes, des complices, des victimes, etc... Évidemment Kerviel n'est pas tout blanc. Mais, les gens ont le droit de changer et si nous faisons une « révolution citoyenne » pour sortir du capitalisme et de l'exploitation (vaste programme !) il faudra savoir vivre pacifiquement entre anciens exploités capitalistes et anciens exploités. Ce n'est pas en tenant des positions comme « Kerviel salaud ! » que nous y arriverons. En tenant une position comme celle du Parti de Gauche, si !

Thomas SAHABI

Note (1) - <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/actualite/affaire-kerviel-david-contre-goliath-24013#sthash.rsVcezAF.dpuf>

# PETROLE : LE DEBUT DE LA FIN

*A force d'entendre parler à longueur de journée d'une économie de plus en plus dématérialisée, on en oublierait presque que ce sont au contraire les matières premières qui font tourner le commerce. La plus importante d'entre elles est sans doute le pétrole (avec tous ses dérivés). Sans pétrole, la mondialisation, c'est-à-dire la mise en concurrence de chacun contre tous à l'échelle de la planète, s'arrête faute de pouvoir transporter les marchandises à bas coût et rapidement. Sans pétrole, la vie comme on la mène dans les pays développés, avec sa débauche d'énergie et de consommation n'est plus possible.*

**O**r le pétrole n'est pas présent en quantités infinies. Oui, je sais, c'est évident, mais tous les économistes qui ne voient de salut que dans une croissance sans fin ne l'ont visiblement pas compris. Il arrivera donc un moment, à force d'extraire des quantités de plus en plus grandes de pétrole, où les réserves diminueront inéluctablement. Nous sommes précisément à ce moment.

Cette diminution à venir du pétrole n'est pas une élucubration de catastrophistes prompts à annoncer la fin du monde mais est la conclusion qui ressort des données de l'Agence Internationale de l'Énergie et de l'United States Administration Information Energy (pour le détail des chiffres, voir l'article d'Emmanuel Broto dans le numéro d'octobre 2014 du journal *La Décroissance*). Entre 2005 et 2012, la production mondiale de pétrole brut conventionnel a atteint un plateau. Depuis 2012, elle est en déclin. Ce déclin prévisible a d'ailleurs été prévu et annoncé depuis longtemps par ceux que le dogmatisme d'une croissance infinie n'aveuglait pas. Entendons-nous bien. Nous ne parlons pas d'une rareté artificielle du pétrole organisée par les pays de l'OPEP pour maintenir un coût élevé du baril. C'est une limite

physique qui a été atteinte. Les principaux champs pétroliers commencent à se tarir et plus aucune nouvelle découverte de gisement ne permet de compenser. La diminution de la quantité de pétrole extraite est irrémédiable.

## Ce qui va se passer

Nous aurons cependant un sursis. L'exploitation des gaz et pétroles de schiste, des sables bitumeux contrebalanceront un moment – mais à quels coûts financiers et écologiques si ces solutions venaient à être adoptées ? - le déclin du pétrole conventionnel. Mais le répit sera de courte durée. En 2016, l'extraction du pétrole de schiste aux USA, qui se fait actuellement à marche forcée, sera à son maximum avant de décliner. Si d'autres pays se mettent à exploiter de sources non conventionnelles de pétrole, les estimations des quantités disponibles reportent à 2020 (dans seulement six ans!) la diminution de la quantité totale de pétrole, conventionnel ou non.

Les conséquences pour les sociétés dépendant du pétrole seront gigantesques. Regardons ce que nous dit l'histoire. En 1971, les USA atteignent leur pic d'extrac-

tion de pétrole brut, ce qui avait été annoncé dès le début des années 1960 mais qui avait été raillé à l'époque. S'ensuivront plusieurs crises pétrolières majeures et la fin des trente glorieuses. En 1988, l'URSS atteint son pic de production de pétrole brut, ce qui sera l'un des éléments déclencheurs principaux de son éclatement. En 2005, le pic mondial d'extraction du pétrole conventionnel a été l'un des facteurs majeurs, quasi-systématiquement passé sous silence, de la crise débutée en 2008 et dans laquelle nous sommes toujours. Bien sûr, le mécanisme des subprimes a amplifié les effets de la stagnation de la production pétrolière et d'autres structures politiques auraient pu amortir le choc. Il n'en reste pas moins que nous sommes au pied du mur et que rien n'est fait pour changer radicalement les modes de production. Au contraire, nous utilisons le peu de temps qui nous reste pour accélérer encore dans la même direction ce qui accentuera la violence du choc. Les coups de menton et les déclarations ampoulées à propos du génie de l'homme pour surmonter les défis, qui ont pu faire un temps illusion, finiront par se fracasser contre la réalité. Accrochez les ceintures camarades.

*Cédric Mulet-Marquès*

## Ancien théâtre :

### Le projet de saccage sauverait le centre-ville de Poitiers !

**M**me Persico prend les désirs de l'équipe municipale pour la réalité. Lorsque les commerçants de Poitiers évoquent dans leur lettre ouverte au maire leur désir de voir se réaliser le projet du théâtre, il y a des élus pour lire dans cette mention une adhésion au projet. Pourtant, la référence au théâtre dans la lettre ouverte des commerçants est loin de refléter une quelconque impatience pour le projet misérable d'une salle d'arts visuels de 300 m2 en sous-sol à l'audience qu'on peut d'ores et déjà prévoir de confidentielle. Sont-ce les boxes commerciaux qui les feraient saliver ? Ou les quelques logements de grande luxe promis sur les étages supérieurs ?

Bien sûr que non. Ce que nous savons, au Collectif de défense du théâtre après 18 mois de lutte, c'est que bien des commerçants, comme beaucoup de poitevins, se souviennent de ce qu'un lieu de culture populaire apporte dans les habitudes de déplacements des uns et des autres : un tel lieu, mieux qu'un H&M qu'on peut trouver à la périphérie commerciale, donne l'envie de se rapprocher de là d'où vient la vie, du cœur qui bat, celui qui répond à notre besoin de sociabilité. Plus que de parkings, d'accès en voiture ou de locomotive commerciale, les poitevins cherchent cette chaleur que cœur d'agglomération semble avoir vitrifiée dans la blancheur de ses pavés. Et ce n'est pas le saccage du théâtre qui la ressuscitera.

**Jacques Arfeuillère**

# FAIRE PAYER LES RICHES ?

*Le projet d'une hôtellerie de luxe dans l'Abbaye de Saint-Savin semble faire localement consensus. Malgré l'argent public dépensé... et le symbole.*



**I**l semble donc qu'on a trouvé la martingale qui va résoudre tous nos petits problèmes d'emploi : les inégalités se creusent, les riches sont de plus en plus riches, on va donc les faire payer. Comment ? En leur construisant des villégiatures pour leurs loisirs de riches, si possible au cœur des

richesses patrimoniales de notre beau pays. (Il est bien connu que ce sont les plus à même à reconnaître à leur juste prix les dites richesses).

Si je résume, je prends un patrimoine inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, l'Abbaye de Saint-Savin. Je cherche une société privée spécialisée dans l'accueil de riches, je mets 1.8 millions d'argent public sur la table (État, Région, Département, commune) et je fais naître un Hôtel 3 étoiles avec un restaurant "étoilé" au Guide Michelin. Une vingtaine d'emplois sont promis par la société en question et l'établissement public de coopération culturelle qui gère l'Abbaye, compte sur les séminaires, et autres raouts de riches pour créer localement de l'activité. Quant aux autorités culturelles, elles gagnent une restauration extérieure du logis abbatial : voilà de quoi se faire pâmer d'aise tous les politiques locaux qui ouvrent les tiroirs des caisses départementale, régionale et

communale. Imparable, y compris pour les députés et conseillers généraux, classés à "gauche", du coin.

Et on ferait la fine bouche ? On penserait, en matière de tourisme, aux auberges de jeunesse qui peinent à trouver des financements pour se faire réhabiliter ? On rêverait d'une médiation culturelle vers le patrimoine historique qui ne soit pas réservée à l'élite fortunée de notre beau pays où l'on ne semble plus réfléchir le patrimoine sans aussitôt l'associer à la gentry (je ne parlerai pas de l'ancien théâtre de Poitiers) bientôt transformé, en partie, en logements de luxe, comme les anciennes archives départementales de Poitiers se sont retrouvées hôtel 3 étoiles...)

Ce ne serait pas du jeu, et ce serait bien la preuve qu'on ne sait pas reconnaître la vraie richesse, celle qui sait se réserver à l'entre-soi.

*Jacques Arfeuillère*



## LA VIE EST UN PRODUIT COMME UN AUTRE

*Redynamiser le centre-ville à grands coups de com ? C'est la seule solution qui reste quand la politique baisse les bras et ne croit plus qu'au pouvoir du « marché »*

« Cœur d'agglomération, désert minéral » devra céder la place à "Poitiers-Centre, poumon commercial". La municipalité est passée à l'offensive, a concerté, cogité, décidé : la vie doit, à nouveau, circuler dans l'hyper centre quel qu'en soit le prix. Et ce dernier sera essentiellement le coût d'une campagne de com, 45000 euros, dont 40 000 à la charge de la ville. Car la vie est un produit comme un autre : dans la société libérale, il n'y a rien dont la publicité ne puisse venir à bout. Les poitevins boudent le centre ? C'est qu'ils en ont une mauvaise image. Maquillons notre ville, fardons-la, habillons-la de quelques affiches bien senties : les consommateurs de vent ne tarderont plus à revenir en masse célébrer le culte des apparences et des faux-semblants. "2000 marques, 450 enseignes, 4000 places de parking" : le

slogan est fort, imparable. Qui pourrait résister à l'attrait de ce nouvel eldorado ? Qui ne tendrait vers le dessin d'une telle utopie ? Ouvrez les yeux, Poitevins ! Le centre est fait pour la voiture et le caddy, vous pouvez revenir en masse y promener vos rêves de consommateurs insatiables.

Les professionnels de la com le savent bien : une bonne campagne vaut mieux qu'une politique. Le citoyen n'a plus depuis longtemps, en guise de volonté, que son pouvoir d'achat. Mettons la ville en vitrine, fermons des théâtres pour en faire des commerces : la vie reviendra d'elle-même.

Et qu'on ne nous dise pas que la vie n'est pas un produit comme un autre : Cœur d'agglomération vient d'acheter pour 40 000 euros le défibrillateur de sa réanimation. Souhaitons qu'on ne soit pas trompé de remède....

*Jacques Arfeuillère*



## LA GPA, PAS SI SIMPLE...

*Se déclarer opposés à la gestation pour autrui, ce n'est pas marcher sur traces de la Manif pour tous, mouvement auquel nous restons farouchement opposés. Nous sommes des rangs de ceux qui défendent l'égalité face au mariage. Mais nous sommes aussi de ceux, qui luttent contre marchandisation abusive, en l'occurrence, ici, du corps de la femme.*

**L**e premier ministre a récemment annoncé que, tout compte fait, il était opposé à la Gestation Pour Autrui. Ce ne sont pas des considérations sur la condition des femmes qui l'on fait changer d'avis, mais l'annonce d'un succès de la « manif pour tous » du 05 octobre. Après les tergiversations de Hollande au moment de la loi sur le mariage pour tous, disant qu'il accorderait une clause de conscience aux maires refusant de marier deux personnes du même sexe, avant de faire machine arrière, le gouvernement semble une fois de plus donner raison à la droite religieuse réactionnaire.

Du côté de la gauche, l'obligation faite à la France par la Cour Européenne des Droits de l'Homme d'accepter les enfants nés de GPA à l'étranger n'a suscité au final que peu de réprobation. Il y a bien sûr l'exception notable de la tribune publiée dans Libération le 13 juillet 2014 (signée entre autres par Marie-George Buffet, Yvette Roudy, Lionel Jospin, José Bové, Jacques Testart, René Frydman) et demandant au président de la République de s'opposer à l'arrêt de la CEDH. Il n'empêche, il y avait de la place à gauche pour avancer des arguments contre la GPA et peu de cette place a été occupée. Pour commencer, il y

a le refus de toute marchandisation du corps – et c'est un crève-cœur d'entendre la droite et l'extrême droite reprendre cet argument qui aurait dû être le nôtre. On aura beau tourner le problème dans tous les sens, il y a au bout du compte dans la GPA un contrat dans lequel on rétribue une femme pour mettre son corps à disposition de ceux qui en ont les moyens. L'arrêt de la CEDH franchit un cran dans l'ignominie puisqu'il ajoute la délocalisation à la marchandisation. C'est encore un argument sur lequel la gauche devrait se mobiliser et ne pas laisser la parole à la droite. Ce sont les femmes de pays pauvres qui loueront leur ventre aux couples des pays riches.

Ces deux arguments justifieraient à eux seuls de demander l'interdiction de la GPA et d'envoyer paître la CEDH. Si cela ne paraît pas suffisant, il n'est pas difficile d'en trouver d'autres. A force de glisser vers le droit à l'enfant, on finit par transformer les enfants en chose que l'on peut avoir sur commande. En d'autres mots, ils sont eux aussi transformés en marchandises. Pensons aussi aux innombrables problèmes qui ne manqueront pas de se poser :

- que se passera-t-il si la mère porteuse décide finalement de garder son enfant ?

Ira-t-on lui arracher de force ?

- que se passera-t-il si la mère porteuse a des problèmes de santé, voir décède, en cas de grossesse difficile ?

- que se passera-t-il si l'enfant né n'est pas conforme au cahier des charges, un enfant trisomique comme cela s'est récemment produit ?

A plus long terme, d'autres dérives sont à craindre. Avec la GPA on banalise la fabrication technique de l'enfant au prétexte que c'est possible. Dans bien des cas pourtant, les personnes qui y ont recours n'en ont médicalement aucun besoin puisqu'elles ne sont pas stériles. Les femmes riches qui ne voudront pas prendre le risque de possibles complications lors d'une grossesse, ou plus fûtement pour ne pas voir leur corps changer, pourront payer pour que d'autres prennent ce risque à leur place. De même que pour la souveraineté des citoyens, ne laissons pas l'extrême droite s'emparer de nos mots d'ordre sur la GPA !

*Christine Béchaud, Cédric Mulet-Marquis, Thomas Sababi*

*NdR : ce sujet fait débat au PG, comme dans de nombreuses formations politiques.*

## Une pollution transitoire ?

**Q**ui peut croire encore à la volonté de COSEA de protéger l'environnement des conséquences de la construction de la LGV ? La pollution de la Boivre lors des derniers épisodes pluvieux est éloquente : on dérive dans la rivière les écoulements du chantier et les ravinements de talus vont jusqu'à obstruer, par places, le cours. "Nous allons prendre contact avec les syndicats de rivière pour évaluer ces conséquences", dit le constructeur. Alors que le chantier est dans sa phase terminale et qu'on a multiplié les opérations de com pour affirmer que tout était borné, maîtrisé,

évalué, on avoue qu'on n'a pris aucun contact sérieux pour protéger les rivières... Et voilà qu'ils nous inventent le concept de "Pollution transitoire" : un comble ! La meilleure façon d'éviter les conséquences désastreuses d'un chantier LGV sur l'environnement, c'est encore de ne pas ouvrir de chantier LGV... Aux élus favorables à la construction d'une LGV reliant Poitiers à Limoges, de prendre la leçon de cet épisode."

*Jacques Arfeuillère*

**Journal du parti de Gauche de la Vienne, octobre 2014.** Directeur de publication : Jean-Luc Morisset et Séverine Lenhard. Rédacteurs : Jacques Arfeuillère, Cédric Mulet-Marquis, Laurent Chevrel, Thomas Sahabi, Fred Abrachkoff. Maquette : Séverine Lenhard.

Photos : ©Severine Lenhard, Imprimé par nos soins à 1000 exemplaires. **ISSN : 2116-3456**

Contact de la rédaction : [jacques.arfeuillere@wanadoo.fr](mailto:jacques.arfeuillere@wanadoo.fr), <http://86.lepartidegauche.fr/> Abonnement de soutien : 15 € en chèque à l'ordre du Parti de gauche 86 à adresser à Jacques Arfeuillère, 16 rue Maillouchon, 86 000 POITIERS.